

505 LHH59/4

9263-h

(1964)



V. D. 9260 : Suppression des facilités  
de circulation accordées aux Administra-  
tions publiques (à dater du 1.7.46)

Traité avec le Ministère de l'Intérieur pour la délivrance  
d'une carte de circulation à la Direction des Réfugiés

C.A. 8. 3.44 8 VI

Traité avec le Ministère de l'Intérieur pour la délivrance  
Direction des Réfugiés

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration  
du 8 mars 1944

P.V. (p.3)

QUESTION VI - Traité en vue de la délivrance d'une carte de circulation à la Direction des Réfugiés.-

Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil approuve le traité à passer, dans le cadre des dispositions de l'art. 29 du Cahier des Charges, avec M. le Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

Notes de séance (p.8)

M. LE PRESIDENT.- Il vous est proposé de passer un traité avec M. le Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, pour la délivrance d'une carte de circulation au Directeur des Réfugiés, M. BATTARD, avec 30% de réduction.

Le Conseil approuve le traité.



SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

---

Conseil d'Administration

---

Séance du 8 mars 1944

---

VI - Traité en vue de la délivrance d'une carte de circulation à la Direction des Réfugiés.-

*Re*

*9/1/44*

S.N.C.F.

Le Directeur Général

Mars 1944

Référence à rappeler :  
91 N° 4.573

## N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

au sujet { d'un projet de Traité avec M. le Chef du Gouvernement,  
Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, pour la  
délivrance d'une carte de circulation à la Direction  
des Réfugiés.

M. WATTEAU, Directeur des Réfugiés, astreint par ses fonctions à de nombreux déplacements, a exprimé le désir d'obtenir une carte de circulation valable sur l'ensemble des lignes exploitées par la S.N.C.F.

Une carte nominative accordée par Traité du 20 Novembre 1943 au Service Interministériel de Protection contre les Evénements de Guerre, a été provisoirement établie aux noms de M. WATTEAU, Directeur des Réfugiés, ou de M. WIEHN, Attaché au S.I.P.E.G.

Pour l'accomplissement de ses fréquentes missions, le Chef du Service Interministériel de Protection contre les Evénements de Guerre a besoin de rentrer en possession de sa carte.

La S.N.C.F. aurait avantage à accueillir la demande de M. WATTEAU puisque ce fonctionnaire disposerait dorénavant d'une carte pour lui seul au lieu d'utiliser la carte à deux noms qui resterait à la disposition du S.I.P.E.G.

D'autre part, le rôle de la Direction des Réfugiés, dans les circonstances présentes, justifie pour cet organisme, et par traité spécial, un régime analogue à celui que nous avons consenti à la Police et, plus récemment, au Service Interministériel de Protection contre les Evénements de Guerre.

Le Traité à intervenir comprendrait une carte nominative à parcours général, en 1ère classe, au nom du Directeur des Réfugiés.

Cette carte serait accordée avec une réduction de 30 % sur le tarif commercial des abonnements de même parcours, réduction déjà accordée pour les cartes nominatives de la Police et du S.I.P.E.G.

La recette annuelle ressortirait à 26.730 frs.

J'ai l'honneur de prier MM. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le projet de Traité ci-joint avec

M. le Chef du Gouvernement Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur  
pour la délivrance d'une carte de circulation à la Direction des  
Réfugiés.

(s) LE BESNERAIS



## T R A I T E

## ENTRE :

Le Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur agissant au nom de l'Etat,

d'une part,

Et la Société Nationale des Chemins de fer français, dont le siège est à PARIS, 88, rue St-Lazare, représentée par MM. FOURNIER, Président du Conseil d'Administration, et BOUTET, Vice-Président du Conseil d'Administration,

d'autre part,

Vu les articles 17 et 29 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.

Vu l'article 16, § d du décret-loi du 12 Novembre 1938

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er

La Société Nationale des Chemins de fer français délivrera, pour les besoins de la Direction des Réfugiés, une carte nominative, valable en 1ère classe sur l'ensemble de ses lignes, au nom du Directeur des Réfugiés.

ARTICLE 2

Après accord entre les parties sur les parcours et périodes d'utilisation, le Ministère de l'Intérieur versera à la S.N.C.F. une somme représentant la valeur d'un abonnement au tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte, avec un abattement de 30 % (trente pour cent).

Cette somme sera payable en deux versements, à la fin de chaque semestre.

Cette carte de circulation sera décomptée à partir du premier jour du mois de sa délivrance et jusqu'au dernier jour du mois de sa restitution au Secrétariat Général de la S.N.C.F., à moins qu'elle ait cessé d'être valable avant cette date.

Tout retard dans le règlement d'une échéance semestrielle, imputable au Ministère de l'Intérieur, donnera lieu au versement à la S.N.C.F. d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de FRANCE, majoré de 1 %, courant à partir de l'expiration d'un délai de 45 jours à dater de la remise de la facture correspondante.

ARTICLE 3

L'avantage consenti par la présente Convention tient compte du

concours que la Direction des Réfugiés assurera à la S.N.C.F. en lui fournissant notamment tous renseignements qui pourraient lui être utiles dans les conditions à fixer d'un commun accord entre les services intéressés.

#### ARTICLE 4

Le présent Traité expirera le 31 Décembre 1944. Il continuera par tacite reconduction d'année en année, chacune des parties contractantes étant libre de le résilier en prévenant l'autre au moins trois mois à l'avance.

Il sera établi sur papier non timbré et enregistré gratis (article 1er du décret du 13 Octobre 1939).

Fait en triple exemplaire, dont un pour le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, un pour la Société Nationale des Chemins de fer français et un pour l'Enregistrement, à PARIS, le

Le Chef du Gouvernement,  
Ministre Secrétaire d'Etat à  
l'Intérieur,

Pour la Société Nationale des  
Chemins de fer français,

Le Président  
du Conseil d'Administration,

Le Vice-Président  
du Conseil d'Administration,